

Index AI : PRE01/669/2013
19 December 2013

Grèce. Il faut enquêter sur les propos présumés du chef de la police ciblant les migrants

Les autorités grecques doivent ouvrir immédiatement une enquête sur les instructions qu'auraient données le directeur de la police grecque de maintenir en détention les migrants en situation irrégulière le plus longtemps possible pour rendre leurs vies « insupportables ».

Ces commentaires, qui auraient été prononcés lors d'une réunion avec des policiers, ont été relayés le 19 décembre dans le journal grec HOT DOC.

Le chef de la police aurait dit :

« S'ils me disaient que je peux aller dans un pays..., que je serai détenu pendant trois mois et qu'ensuite je serai libre de voler, de faire ce que je veux..., c'est génial.

« Nous souhaitons prolonger les périodes de détention... nous les avons allongées jusqu'à 18 mois... mais dans quel but ? Nous devons rendre leurs vies insupportables. »

« Si elles sont exactes, les déclarations profondément choquantes attribuées aujourd'hui au chef de la police grecque témoigneraient d'un mépris obstiné pour les droits et le bien-être des réfugiés et des migrants qui sont à la recherche d'un abri et d'une opportunité en Union européenne, a indiqué John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Les autorités grecques doivent déterminer si ces propos ont bien été prononcés et prendre des mesures appropriées afin de garantir que les agents des forces de l'ordre respectent la loi et protègent les droits des migrants.

« Dans un contexte où la police grecque fait l'objet d'une surveillance accrue pour ses liens présumés avec le parti d'extrême-droite Aube dorée, ces remarques qui émaneraient du plus haut responsable des forces de l'ordre en Grèce ne peuvent être balayées sous le tapis. Pour rétablir la confiance dans l'intégrité de la police, il faut une enquête approfondie et indépendante sur l'authenticité de ces propos. »

Au cours de l'année 2012, Amnesty International et d'autres organisations non gouvernementales ont recensé de nombreux cas de mauvais traitements et de refoulements illégaux de réfugiés et de migrants à la frontière entre la Turquie et la Grèce. Amnesty International a également constaté les conditions déplorables de détention dans les centres accueillant les migrants clandestins et les demandeurs d'asile. Selon HOT DOC, plusieurs policiers présents à la réunion ont qualifié les commentaires d'illégaux et de racistes.

Aux termes de la législation de l'Union européenne, les migrants clandestins peuvent être détenus pendant des périodes allant jusqu'à 18 mois, mais seulement en cas de perspective réaliste de leur expulsion et si, à l'issue d'une évaluation individuelle, une mesure moins restrictive n'est pas appropriée. Amnesty International n'est pas en position de confirmer l'authenticité des déclarations attribuées au chef de la police.

Le porte-parole de la police grecque n'a pas encore répondu à la demande adressée à ce sujet.